



Cadrage conceptuel de Communs Pastoraux 2026 AIPEP¹

Résumé :

Il existe une prise de conscience scientifique et politique de plus en plus marquée du potentiel des biens communs pour la conservation de l'environnement, le bien-être des populations locales et la durabilité mondiale. Ces biens communs sont parfois placés sous le statut d'Aires de conservation des Peuples Autochtones et des Communautés locales (APAC) sous l'égide des principales agences internationales de protection de l'environnement et de développement (par exemple, la CDB, l'IUCN, le PNUE et le PNUD). Selon le PNUE-WCMC et le consortium APAC (2021), les biens communs couvrent au moins un cinquième de la surface terrestre mondiale et concernent de nombreuses zones clés pour la biodiversité, notamment des puits de carbone stratégiques et d'autres zones écologiquement sensibles. Dans de nombreux pays, une grande partie des pâturages sont gérés collectivement, et constituent des communs pastoraux. Les éleveurs sont reconnus pour avoir développé, au fil des millénaires et jusqu'à nos jours, des systèmes juridiques coutumiers parmi les plus exemplaires. Dans ces systèmes, les règles et leurs modalités d'application sont discutées et établies collectivement par les membres de la communauté, en vue d'une utilisation durable des pâturages. Cependant, les recherches empiriques, comparatives, holistiques et systématiques identifiant les valeurs et les avantages sociaux et environnementaux des différents communs pastoraux restent très limitées. De telles informations pourraient révéler des tendances en matière d'utilisation des terres et éclairer les décideurs politiques. Le cadre conceptuel actuel jette les bases pour rassembler les preuves existantes, attirer l'attention sur les valeurs inhérentes des communs pastoraux et affirmer que la « réalité invisible » multiforme de ces systèmes ne peut plus être ignorée.

Texte complet :

Depuis les travaux fondateurs d'Elinor Ostrom sur la gouvernance des communs (voir par exemple, 1990), pour lesquels elle a reçu le prix Nobel en 2009, il est largement admis que les communs sont constitués de trois éléments interdépendants : (1) une ressource naturelle, un écosystème ou un territoire partagé ; (2) une communauté d'usagers ; et (3) des règles négociées collectivement, des normes et des valeurs culturelles qui évoluent au fil du temps afin de garantir l'usage durable de ces ressources, car les communiers sont les premiers intéressés par la protection des ressources dont dépendent leurs moyens de subsistance. Parallèlement, il est reconnu que les communs sont non seulement pertinents à différents niveaux, en termes sociaux et environnementaux comme nous l'expliquons plus en détail ci-dessous, mais aussi, dans de nombreux cas, le seul moyen possible de subvenir aux besoins d'un certain nombre de familles d'éleveurs dans des contextes donnés.

Les communs sont avant tout constitués par les relations entre les usagers eux-mêmes ainsi qu'entre les usagers et les ressources ou la nature dont ils sont les gardiens (Barrière et Bonnet 2023). Dans cette perspective, les communs pastoraux ne peuvent être réduits à des communautés, des terres de parcours, du fourrage, des dispositifs de gouvernance ou des formes de propriété pris isolément. Il s'agit plutôt de systèmes socio-écologiques et holistes, à la fois naturels et culturels, englobant les ayants droit eux-mêmes – les gestionnaires issus de groupes locaux, autochtones ou non – ainsi

¹ Ce cadre conceptuel a été rédigé par Francisco Godoy-Sepúlveda, Santiago A. Parra, Pau Sanosa-Cols, Adrià Peña-Enguix, Daniel Maghanjo Mwamidi et Pablo Domínguez (équipe PICCAHer), avec les précieux commentaires d'experts et de représentants de la société civile au sein du sous-groupe de travail sur les communs pastoraux, et une relecture du français particulièrement attentive par Amélie Smith. Le sous-groupe de travail fait partie du groupe de travail sur les éleveurs et les droits fonciers de l'[Alliance mondiale](#) pour les droits des éleveurs. L'[Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux](#) (AIPEP 2026). Le sous-groupe de travail sur les communs pastoraux vise à favoriser la collaboration entre les détenteurs de droits pastoraux, les institutions autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile, les chercheurs et les organismes publics afin de transformer les connaissances et l'expérience vécue en matière de communs pastoraux en actions coordonnées. Pour ce faire, il documente leurs contributions, souligne la valeur des communs pour renforcer la gouvernance et soutient les conditions juridiques, politiques et de marché à différentes échelles, contribuant ainsi à l'AIPEP 2026 et à des efforts mondiaux plus vastes.

que leurs institutions de gouvernance adaptive, les écosystèmes, les paysages et les territoires qu'ils gèrent collectivement.

Chaque commun pastoral constitue un système distinct doté de valeurs [sociales](#), [culturelles](#), [environnementales](#) et [économiques](#), ainsi que de [fondements juridiques](#) spécifiques et d'un vrai [potentiel de transformation politique](#). Dans l'ensemble, les communs pastoraux apportent une contribution remarquable à la [durabilité globale](#) et à la nécessaire [transition écologique et culturelle](#). Ces systèmes ont généralement évolué au fil des générations grâce à des processus d'expérimentation, d'apprentissage et d'adaptation, démontrant ainsi leur résilience et leur durabilité à long terme. Les communs pastoraux, longtemps considérés comme rigides et archaïques, sont de plus en plus reconnus pour leur dynamisme et leur capacité à s'adapter aux changements environnementaux et sociaux. Un exemple de cette reconnaissance scientifique et politique croissante est leur prise en considération en tant qu'Aires et territoires du Patrimoine Autochtone et Communautaire (APAC) ou des Territoires de Vie (par exemple [ICCA](#), [CDB](#), [UICN](#), [PNUE](#) et [PNUD](#)).

L'intérêt des communs pastoraux peut être évaluée sur plusieurs plans interdépendants :

1. Géographiquement : Le pastoralisme est présent sur environ la moitié de la surface terrestre, et une partie importante de ces terres de parcours – probablement une majorité, et cela élargirait les estimations du PNUE-WCMC et du Consortium APAC mentionnées dans le résumé – est gérée collectivement. Ils couvrent des environnements divers, notamment des alpages, prairies, savanes, toundras, steppes, déserts, deltas et zones humides (Estell et al. 2012 ; Reid et al. 2014). Sans accès à de vastes terres de parcours communes, la mobilité - fondement du pastoralisme - est entravée voire rendue impossible, ce qui mettrait en question la viabilité même du pastoralisme.



2. Politiquement : Les éleveurs pastoraux ont développé des formes de gouvernance collective hautement adaptatives, soutenues par des systèmes coutumiers dynamiques (IUCN 2011). Les règles régissant l'accès, le calendrier et l'intensité du pâturage sont définies collectivement en fonction des conditions écologiques, des relations sociales, des besoins agro-pastoraux et des contextes culturels. Bien que des inégalités persistent – notamment en matière de genre et d'âge, mais aussi entre les ménages à revenus plus élevés et ceux à plus faibles revenus –, la gouvernance communautaire offre généralement une majeure inclusion et un accès plus équilibré et équitable aux parcours que les systèmes privés ou à accès libre. En même temps, la mobilité saisonnière, les droits d'usage prioritaires sur les territoires ancestraux et la coordination permettent à tous les membres de la communauté d'accéder aux ressources, même si avec différent nombre d'animaux

selon le potentiel économique et politique de chaque famille propriétaire, et de s'adapter collectivement à la variabilité environnementale. C'est notamment le cas dans les régions arides et semi-arides où les ressources fourragères et hydriques sont rares et imprévisibles : pendant les périodes d'abondance, les réglementations peuvent être assouplies, tandis que les périodes de pénurie nécessitent une application plus stricte de la coordination collective et du respect des règles en vigueur.

3. Socio-culturellement : Les communs pastoraux se régissent par des systèmes de décision collective fortement participatifs, qui sont ancrés dans un système de valeurs morales fort et sous-jacent aux différentes cultures portant ces systèmes tribaux ou communautaires, et qui contribuent centralement à structurer la société de manière solide et résiliente. L'écoute, la négociation, la résolution collective des conflits, la coordination et l'entraide sont des fondements de la stabilité sociale des populations pastorales. Mais au-delà de cette cohésion sociale, ces institutions communautaires

soutiennent et véhiculent également une importante vie culturelle grâce à des rituels et rassemblements communautaires, à l'échange de savoirs et à la préservation d'un très riche patrimoine vivant matériel et immatériel.

4. Agro-économiquement : Les communs pastoraux bien gérés sont à la fois hautement productifs et durables. Ils permettent le plus souvent d'augmenter la disponibilité du fourrage et d'améliorer la santé du troupeau par rapport aux systèmes dépourvus de réglementation collective. En fait, l'accès aux parcours communaux représente une partie importante des moyens de subsistance des éleveurs et est même nécessaire à la viabilité de ces systèmes tout au long de l'année. Par exemple, les communs fournissent souvent des ressources essentielles pendant les périodes où les sources complémentaires d'alimentation sont rares ou pratiquement inexistantes, jouant ainsi un rôle de « banques de pâturages » contribuant directement à la continuité du système agro-pastoral dans son ensemble, à la sécurité et à la souveraineté alimentaire de millions de personnes dans le monde (Krätli et al. 2013 ; Reid et al. 2014).

5. Environnemental : Les communs pastoraux contribuent au maintien d'un bon état écologique grâce à une surveillance étroite et continue de l'usage des ressources par les éleveurs eux-mêmes, dont les moyens de subsistance dépendent directement de la santé de ces écosystèmes. Grâce à un pâturage contrôlé par ces institutions de gouvernance collective, les éleveurs tempèrent les perturbations et l'usage limité d'intrants externes leur permet d'exercer une faible empreinte écologique. La grande mobilité des troupeaux, véhiculée par des approches hautement communautaires, préserve l'ouverture des milieux et la connectivité paysagère, et améliore la séquestration du carbone, notamment dans le sol, un stock plus sûr que celui de la biomasse forestière vis-à-vis des incendies (Krätli et al. 2013 ; Ostrom 1990 ; Briske et al. 2025). De cette manière, les communs pastoraux favorisent la conservation de la biodiversité, la préservation d'eau et des sols, ainsi que l'adaptation au changement climatique à travers des systèmes hautement résilients (Auclair et Alifriqui 2012 ; Zanjani et al. 2023). Les règles communautaires gouvernant le pâturage évitent le surpâturage et le sous-pâturage, assurent la régénération de la végétation et favorisent l'hétérogénéité et la résilience des écosystèmes (Jode 2014 ; Parra et al. 2025 ; Dominguez et al. 2012 ; Forrest et al. 2016). D'ailleurs, dans de nombreuses régions, la gouvernance communautaire reste le moyen le plus efficace – et souvent le seul – protégeant les parcours contre la dégradation.

6. Juridiquement : Les communs pastoraux sont confrontés à des défis importants en raison du passage à des formes d'agriculture entrepreneuriales et industrielles qui ont affaibli les pratiques collectives dans de nombreux contextes (Sa Rego et al. 2022) et contribué à l'érosion des devoirs et responsabilités collectives (Joye et Le Roy 2022). Et pourtant, ils constituent encore une myriade de systèmes réglementaires différents adaptés à chaque contexte socio-environnemental, qui sont un véritable réservoir de savoir-faire et qui permettent la cohabitation entre et au sein des communautés (Nikolakis 2025). Les États modernes ont souvent du mal à reconnaître la pertinence des communs sur le plan écologique et social, malgré des preuves évidentes de leur capacité à assurer une surveillance locale, une gestion adaptative et une cohésion sociale (Chavanon et Joye 2025). L'analyse de ces tensions met en évidence les conditions qui sous-tendent la viabilité des communs pastoraux : une articulation équilibrée entre les institutions locales de gouvernance, les autorités publiques et les cadres juridiques, dans laquelle l'État devrait agir comme un facilitateur et un soutien plutôt que comme un substitut autoritaire sapant les systèmes de gouvernance fondés sur les communs. Des bons exemples de cela seraient le cas des [Regole d'Ampezzo](#) en Italie ou le [projet Valcom](#) en France.



Different herds grazing common land in Kenya @ C. Bedelian

Malgré la reconnaissance croissante de leurs multiples intérêts, les communs pastoraux continuent d'être gravement menacés par des nationalisations et privatisations, des politiques publiques restrictives, des approches de conservation hiérarchiques, certains mécanismes de financement climatique, des industries extractives et d'autres utilisations

concurrentes des terres pastorales (López-i-Gelats et al. 2016 ; Postigo 2021). Leur érosion entraîne la perte des moyens de subsistance, des réseaux sociaux, des patrimoines culturels uniques, de la gestion écologique collective, de la biodiversité et d'une multitude de services écosystémiques qui leurs sont associés (Burnett 2024 ; Burnett 2026). La sauvegarde des communs pastoraux requiert donc une gouvernance fondée sur la reconnaissance des droits et centrée sur des politiques qui protègent la mobilité, la flexibilité et la prise de décision collective dans des conditions écologiques et sociales en constante évolution (Burnett 2025 ; Li et Huntsinger 2011 ; Ellis et Swift 1988 ; Fernandez-Gimenez et Le Febre 2006). Protéger les communs pastoraux ne consiste pas à préserver le passé, mais à soutenir un avenir viable, fondé sur des systèmes qui couvrent de vastes zones de terres d'une grande importance écologique et qui contribuent à la productivité, à la durabilité, à la résilience, au dynamisme culturel et à une gestion équitable des terres. Alors, racontons cette histoire à voix haute.



Bibliographie

- Auclair, L., & Alifriqui, M. eds. (2012). *Agdal : patrimoine socio-écologique de l'Atlas marocain*. IRCAM ; IRD, Rabat (MAR) ; Marseille. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers13-07/010059469.pdf
- Barrière, O., & Bonnet, B. (2023). Analyse des trajectoires des politiques et du droit foncier agropastoral en Afrique de l'Ouest. Comité technique "Foncier & développement", AFD, MEAE. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2023-11/010088497.pdf
- Briske, D.D., Cromsigt, P.G.M., Davies, J., Fernández-Giménez, M.E., Luizza, M.W., Manzano, P., & Singh, R. (2025). Pastoralism Can Mitigate Biodiversity Loss on Global Rangelands. *BioScience*, 0, 1–12. <https://doi.org/10.1093/biosci/biaf158>
- Burnett, T.J. (2024). *Attentive Maintenance of Patterns at Different Scales creates Sustainable, Resilient Rangelands: A Case Study of Complex Pastoral Ecosystems in Southeast Amdo, Tibet in Western China* [Doctoral dissertation]. University of California, Berkeley.

Burnett, T.J. (2025). Attentive maintenance models of social-ecological pastoral systems. Pages 1384–1389 in Proceedings of the XII International Rangeland Congress XII International Rangeland Congress, Adelaide, South Australia, Australia.

Burnett, T.J. (2026). The Resilience and Complexity of Tibetan Pastoralism: Language, Livestock, and Ritual. In C. Coggins & Y. Li (Eds.), *The SAGE Handbook of China and the Environment* SAGE Publications Ltd, London, England.

Chavanon, O.C., & Joye, J.-F. (2025). La République contre elle-même : que raconte l'étouffement des sections de commune quant au fonctionnement de l'État ?. *Métropolitiques*. <https://metropolitiques.eu/La-Republique-contre-elle-meme-que-raconte-l-etouffement-des-sections-de.html>

Dominguez, P. (2017). Political Ecology of Shifting Cosmologies and Epistemologies Among Berber Agro-Sylvo-Pastoralists in a Globalizing World. *Journal for the Study of Religion, Nature and Culture*, 11, 227–248. <https://doi.org/10.1558/jsrnc.18831>

Dominguez, P. (2021). Assessing the Economic Contribution of the "Yagur". A Pastoral Territory Managed Communally by the Traditional Berber System of the "Agdal" (Moroccan High Atlas). *Quaderni storici*, 56, 799–822. <https://doi.org/10.1408/104535>

Dominguez, P., Bourbouze, A., Demay, S., Genin, D., & Kosoy, N. (2012). Diverse Ecological, Economic and Socio-Cultural Values of a Traditional Common Natural Resource Management System in the Moroccan High Atlas: The Aït Ikiss Tagdalts. *Environmental Values*, 21, 277–296. <https://doi.org/10.3197/096327112X13400390125939>

Ellis, J.E., & Swift, D.M. (1988). Stability of African pastoral ecosystems: alternate paradigms and implications for development. *Rangeland Ecology & Management*, 41, 450–459.

Estell, R.E., Havstad, K.M., Cibils, A.F., Fredrickson, E.L., Anderson, D.M., Schrader, T.S., & James, D.K. (2012). Increasing shrub use by livestock in a world with less grass. *Rangeland Ecology & Management*, 65, 553–562. <https://doi.org/10.2111/REM-D-11-00124.1>

Fernandez-Gimenez, M.E., & Le Febre, S. (2006). Mobility in pastoral systems: Dynamic flux or downward trend?. *The International Journal of Sustainable Development and World Ecology*, 13, 341–362

Forrest, B.W., Coppock, D.L., Bailey, D., & Ward, R.A. (2016). Economic Analysis of Land and Livestock Management Interventions to Improve Resilience of a Pastoral Community in Southern Ethiopia. *Journal of African Economies*, 25, 233–266. <https://doi.org/10.1093/jae/evj021>

Godoy-Sepúlveda, F., Sanosa-Cols, P., Parra, S.A., Peña-Enguix, A., Pérez-Luque, A.J., Ramos-Font, M.E., Robles, A.B., Tognetti, M.J., González-Robles, A., Ravera, F., Ventura, M., & Dominguez, P. (2024). Governance, Mobility, and Pastureland Ecology. An Eco-Anthropological Study of Three Pastoral Commons in Northeastern Andalusia. *Human Ecology*, 52, 303–318. <https://doi.org/10.1007/s10745-024-00495-4>

IUCN. (2011). *The Land We Graze: A Synthesis of Case Studies about How Pastoralists' Organizations Defend Their Land Rights*. IUCN ESARO office, Nairobi, Kenya.

Jode, H. de. (2014). *The Green Quarter: A Decade of Progress across the World in Sustainable Pastoralism*. IUCN, Nairobi, Kenya. <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2014-047.pdf>

Joye, J.-F., & Roy, A.L. (2022). La section de commune : un "commun" pour l'alimentation durable, RDR, n°12-2022, étude 35. *Revue de droit rural*. <https://hal.science/hal-03913494/>

Krätsli, S., Huelsebusch, C., Brooks, S., & Kaufmann, B. (2013). Pastoralism: A critical asset for food security under global climate change. *Animal Frontiers*, 3, 42–50. <https://doi.org/10.2527/af.2013-0007>

Li, W., & Huntsinger, L. (2011). China's Grassland Contract Policy and its Impacts on Herder Ability to Benefit in Inner Mongolia: Tragic Feedbacks. *Ecology and Society*, 16, 1. <http://www.ecologyandsociety.org/vol16/iss2/art1/>

López-i-Gelats, F., Fraser, E.D.G., Morton, J.F., & Rivera-Ferre, M.G. (2016). What drives the vulnerability of pastoralists to global environmental change? A qualitative meta-analysis. *Global Environmental Change*, 39, 258–274. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2016.05.011>

Nikolakis, W. ed. (2025). *Land Rights Now: Global Voices on Indigenous Peoples and Land Justice*. Cambridge University Press, Cambridge, UK. <https://www.cambridge.org/core/books/land-rights-now/7A2F630B8D2E0BF800D852983AC4D3E8>

Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press, Cambridge, UK.

Parra, S.A., Ramos-Font, M.E., Buisson, E., Robles, A.B., Vidaller, C., Pavon, D., Baldy, V., Dominguez, P., Godoy-Sepúlveda, F., Mazurek, H., Peña-Enguix, A., Sanosa-Cols, P., Corcket, E., & Genin, D. (2025). How Transhumance and Pastoral Commons Shape Plant Community Structure and Composition. *Rangeland Ecology & Management*, 98, 269–282. <https://doi.org/10.1016/j.rama.2024.10.002>

Pellicer, J., Domínguez, P., & Kostic, M. (2023). Sinjajevina: una destrucción ecocultural en el contexto de la adhesión de Montenegro a la Europa verde. *Ecología política*, 64, 122–126. <https://hal.science/hal-04053996v1>

Postigo, J.C. (2021). Navigating capitalist expansion and climate change in pastoral social-ecological systems: impacts, vulnerability and decision-making. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 52, 68–74. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2021.07.002>

Reid, R.S., Fernandez-Gimenez, M.E., & Galvin, K.A. (2014). Dynamics and Resilience of Rangelands and Pastoral Peoples Around the Globe. In A. Gadgil & D.M. Liverman (Eds.), *Annual Review of Environment and Resources* (pp. 217–242). Annual Reviews, Palo Alto, USA.

Sa Rego, J., Cabo, P., & Castro, M. (2022). Pastoralism, multifunctionality, and environmental agency: Insights from mountain sheep pastoralists in Northern Portugal. *Journal of Agrarian Change*, 22, 766–786. <https://doi.org/10.1111/joac.12480>

UNEP-WCMC (Cambridge, UK) and ICCA Consortium (worldwide) (2021). Territories of Life: 2021 Report. <https://report.territoriesoflife.org/global-analysis/>

Zanjani, L.V., Govan, H., Jonas, H.C., Karfakis, T., Mwamidi, D.M., Stewart, J., Walters, G., & Dominguez, P. (2023). Territories of life as key to global environmental sustainability. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 63, 101298. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2023.101298>